

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 007/18/AOO

Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : RESILIATION	5
ARTICLE 07 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	5
ARTICLE 08 : DROITS DE TIMBRE	5
ARTICLE 09 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 10 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS	5

ARTICLE 11 :	DOMMAGES _____	6
ARTICLE 12 :	CAS DE FORCE MAJEURE _____	6
ARTICLE 13 :	ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION _____	6
ARTICLE 14 :	NANTISSEMENT _____	6
ARTICLE 15 :	DROIT APPLICABLE _____	6
ARTICLE 16 :	DROITS ET TAXES _____	6

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES _____ 8

ARTICLE 17 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	8
ARTICLE 18 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	8
ARTICLE 19 :	MODALITES DE PAIEMENT _____	8
ARTICLE 20 :	DELAJ DE GARANTIE _____	8
ARTICLE 21 :	PENALITES _____	8
ARTICLE 22 :	CONFIDENTIALITE _____	8
ARTICLE 23 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF & RETENUE DE GARANTIE _____	9
ARTICLE 24 :	CONSISTANCE DU MARCHE _____	9
ARTICLE 25 :	ATTENTES DE L'ONDA EN TERMES DE REALISATION DES AUDITS _____	10
ARTICLE 26 :	DELAJ D'EXECUTION _____	12
ARTICLE 27 :	DELAJ D'INTERVENTION _____	12

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°007/18/AOO

Le **mercredi 21 février 2018 à 10 heures**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré **gratuitement**, auprès de la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et à titre **indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **11 000,00 DHS**.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **780 000,00 DHS**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis à la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur), au plus tard le **mercredi 21 février 2018** avant **9h30** ;
- 2) Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessous **ne sont pas admis**.

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 007/18/AOO

Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès

TABLE DE MATIERE

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	4
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	11
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 :OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès**

ARTICLE 02 :MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 :CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014.

ARTICLE 04 :CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en **LANGUE ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue Française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article **07** du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014 ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article **07** du présent règlement de consultation.
- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014 ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014 :

B1. Les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties

prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (CNSS) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014 relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes lettres.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. En cas de groupement, les membres du groupement **ne doivent pas** proposer deux prix pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014 :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, **Deux (02) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. Lorsque l'offre technique est exigée, **Trois (03) enveloppes** distinctes :
 - a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les **enveloppes** visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'**appel d'offres est alloti** :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent est invité à présenter **les offres techniques et financières** séparément **pour chaque lot**.

ARTICLE 13 :DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, suite à la lettre de la commission d'appel d'offres, doit être soit déposé, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans cette lettre, soit envoyé, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité. Les plis déposés ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

ARTICLE 14 :RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 :EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

Les offres des concurrents sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans les articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;

5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA du 09/07/2014;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception, **par fax confirmé** ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : **Département des Achats**
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boîte postale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Fax : 00212 (0) 5 22 53 99 13



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Fournir **les attestations de référence** originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté les prestations objet desdites attestations. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leurs montants ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- L'année de réalisation (**Durant les cinq dernières années**);

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

D1. Le cabinet certificateur doit être accrédité par un organisme reconnu à l'échelle internationale (COFRAC ou équivalent).

Le cabinet certificateur doit présenter une copie de son certificat d'accréditation reconnu à l'échelle internationale (originale ou copie certifiée conforme à l'originale).

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Fournir la liste des moyens humains clés à affecter au projet et la démarche du travail pour la réalisation des prestations :

a) Moyens humains proposés pour la réalisation des prestations

Liste des moyens humains proposés :

a.1). Pour les audits ISO 9001 :

Au minimum 4 auditeurs certifiés IRCA ISO 9001 ou équivalent et ayant une expérience supérieure ou égale à 5 ans en tant qu'auditeurs ISO 9001 ;

a.2). Pour les audits ISO 14001 :

Au minimum 4 auditeurs certifiés IRCA ISO 14001 ou équivalent et ayant une expérience supérieure ou égale à 5 ans en tant qu'auditeurs ISO 14001 (les auditeurs ISO 14001 peuvent faire partie des auditeurs cités au point a.1) ;

a.3). Pour les audits SST :

Au minimum 2 auditeurs certifiés IRCA OHSAS 18001 ou équivalent et ayant une expérience supérieure ou égale à 5 ans en tant qu'auditeurs OHSAS 18001 (les auditeurs OHSAS 18001 peuvent faire partie des auditeurs cités aux points a.1 et/ou a.2) ;

- L'évaluation des qualifications des moyens humains sera réalisée sur la base des Curriculum Vitae et des copies certifiées conformes à l'original des certificats de qualification ().
- Les moyens humains proposés pour la réalisation de toutes les prestations doivent avoir au minimum un niveau BAC +4.

b) Méthodologie de travail (planification, déroulement...)

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre la moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **007/18/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

-Adresse du domicile élu :

-Affilié à la CNSS sous le n° : (1)

-Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)

-N° de patente..... (1)

-N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personnes morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

-Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :

-Adresse du siège social de la société :

-Adresse du domicile élu.....

-Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)

-Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)

-N° de patente.....(1)

-N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;

- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE**Constitution d'une caution personnelle et solidaire****au titre du cautionnement provisoire**

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°** en date du.....,

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(**Dénomination de la société**) **(1)**
- b) La société.....(**Dénomination de la société**), pour sa partie dans le groupement **(1)**
- c) La société.....(**Dénomination de la société**) pour le compte du Groupement de sociétés.....(**Dénominations des sociétés membres du groupement**) **(1)**
- d) Le Groupement(**Dénominations des sociétés membres du groupement**) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(**Nom & Prénom de la personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de (Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 007/18/AOO relatif à « Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès »(Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2)**.

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et (d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT**Acte d'engagement**

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° **007/18/AOO** du **mercredi 21 février 2018**

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014.

B - Partie réservée au concurrent**a) Si le concurrent est une personne physique**

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- Montant hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Taux de la T.V.A. : **20%** ;
- Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
- Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)

AO N° : 007/18/AOO

Objet : Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès

Ligne	Description	UDM	Quantité	Prix Unitaire Hors TVA en Chiffres	Prix Total Hors TVA en chiffres
1	AIAC / ISO 9001 Phase 1 : Audit de renouvellement	Forfait (F)	1		
2	AIAC / ISO 9001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		
3	AIAC / ISO 9001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
4	AIAC / ISO 9001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
5	Dakhla / ISO 9001 Phase 1 : Audit de renouvellement	Forfait (F)	1		
6	Dakhla / ISO 9001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		
7	Dakhla / ISO 9001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
8	Dakhla / ISO 9001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		

9	Essaouira / ISO 9001 Phase 1 : Audit de renouvellement	Forfait (F)	1		
10	Essaouira / ISO 9001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		
11	Essaouira / ISO 9001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
12	Essaouira / ISO 9001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
13	Al Hoceima / ISO 9001 Phase 1 : Audit de renouvellement	Forfait (F)	1		
14	Al Hoceima / ISO 9001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		
15	Al Hoceima / ISO 9001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
16	Al Hoceima / ISO 9001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
17	Laayoune / ISO 9001 Phase 1 : Audit de renouvellement	Forfait (F)	1		
18	Laayoune / ISO 9001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		
19	Laayoune / ISO 9001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
20	Laayoune / ISO 9001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
21	Mohammed V / ISO 9001 Phase 1 : Audit de renouvellement	Forfait (F)	1		
22	Mohammed V / ISO 9001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		

23	Mohammed V / ISO 9001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
24	Mohammed V / ISO 9001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
25	Mohammed V / ISO 14001 Phase 1 : Audit de renouvellement	Forfait (F)	1		
26	Mohammed V / ISO 14001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		
27	Mohammed V / ISO 14001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
28	Mohammed V / ISO 14001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
29	Rabat / ISO 14001 Phase 1 : Audit de renouvellement	Forfait (F)	1		
30	Rabat / ISO 14001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		
31	Rabat / ISO 14001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
32	Rabat / ISO 14001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
33	Nador / ISO 14001 Phase 1 : Audit de certification	Forfait (F)	1		
34	Nador / ISO 14001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		
35	Nador / ISO 14001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
36	Nador / ISO 14001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		

37	Fès / OHSAS 18001 Phase 1 : Audit de renouvellement	Forfait (F)	1		
38	Fès / OHSAS 18001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		
39	Fès / OHSAS 18001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
40	Fès / OHSAS 18001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
41	Mohammed V / OHSAS 18001 Phase 1 : Audit de certification	Forfait (F)	1		
42	Mohammed V / OHSAS 18001 Phase 2 : Remise du certificat	Forfait (F)	1		
43	Mohammed V / OHSAS 18001 Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
44	Mohammed V / OHSAS 18001 Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi	Forfait (F)	1		
45	Formation IRCA ou équivalent / ISO 9001 version 2015	Forfait (F)	1		
46	Formation sur les exigences de la norme OHSAS 18001 :2007 ou ISO45001 le cas échéant	Forfait (F)	1		
TOTAL Hors TVA					
TVA 20%					
TOTAL TVA comprise					

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 007/18/AOO

Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : RESILIATION	5
ARTICLE 07 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES	5
ARTICLE 08 : DROITS DE TIMBRE	5
ARTICLE 09 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 10 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS	5
ARTICLE 11 : DOMMAGES	6
ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE	6
ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 14 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 15 : DROIT APPLICABLE	6
ARTICLE 16 : DROITS ET TAXES	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	8
ARTICLE 17 : MAITRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 18 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	8
ARTICLE 19 : MODALITES DE PAIEMENT	8
ARTICLE 20 : DELAI DE GARANTIE	8
ARTICLE 21 : PENALITES	8
ARTICLE 22 : CONFIDENTIALITE	8
ARTICLE 23 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF & RETENUE DE GARANTIE	9
ARTICLE 24 : CONSISTANCE DU MARCHE	9
ARTICLE 25 : ATTENTES DE L'ONDA EN TERMES DE REALISATION DES AUDITS	10
ARTICLE 26 : DELAI D'EXECUTION	12
ARTICLE 27 : DELAI D'INTERVENTION	12

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

d'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le **09 Juillet 2014**.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 4) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 5) Le CCAG-EMO ;

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés résultant de l'emplacement, des accès, des alimentations en électricité et toutes difficultés qui pourraient se présenter et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;

- Le décret N° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés d'études et de maîtrises d'œuvres (CCAG EMO) exécutés pour le compte de l'Etat;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent contrat.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le concurrent ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Avant tout commencement des prestations, le prestataire doit adresser à l'Office National Des Aéroports une ou plusieurs attestations délivrées par un ou plusieurs établissements agréés à cet effet justifiant la souscription d'une ou de plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité et ce conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO.

ARTICLE 08 : DROITS DE TIMBRE

Conformément aux dispositions de l'article 6 du CCAG-EMO, le titulaire acquitte les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur. L'original du marché sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

ARTICLE 09 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le prestataire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 17 du CCAG-EMO.

ARTICLE 10 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux de Casablanca statuant en matière administrative.

ARTICLE 11 : DOMMAGES

Le prestataire n'aura aucun recours contre l'ONDA pour dommages qui pourraient survenir du fait des tiers, au personnel et au matériel de son entreprise sauf ses droits de recours contre l'auteur du dommage.

Dans le cas où des dommages viendraient à être causés à toute personne à l'occasion de l'exécution du marché, le prestataire s'engage à garantir l'ONDA de toutes les condamnations prononcées contre ce dernier en réparation des dits dommages, et s'interdit tout recours contre lui.

ARTICLE 12 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, telle que définie par les articles 268 et 269 du dahir du 9 ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 32 du C.C.A.G EMO.

ARTICLE 13 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 14 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 15 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

ARTICLE 16 : DROITS ET TAXES

Les prestations réalisées pour le compte de l'ONDA par une entreprise non résidente sont soumises :

- ❖ A l'impôt sur les sociétés au taux de 10% sur le prix de ces prestations. Cet impôt est prélevé sous forme de retenue à la source. Une copie de l'attestation du versement de cet impôt sera remise au titulaire du marché. Pour les Entreprises originaires de pays

ayant signé avec le Maroc une convention destinée à éviter les doubles impositions, la retenue à la source est déductible des impôts dus dans leur pays d'origine.

- ❖ A la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 20% sur le prix de ces prestations.

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 17 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est **la Direction Qualité**.

ARTICLE 18 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché et une prestation de service dont les prix applicables sont fermes et non révisables.

ARTICLE 19 : MODALITES DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les réceptions et paiements se feront par phase après validation des livrables correspondants.

Lorsque le règlement n'est pas prévu par lettre de crédit, le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires et des pièces justificatives d'exécution de chaque phase.

ARTICLE 20 : DELAI DE GARANTIE

Par dérogation aux dispositions de l'article 48 du CCAG-EMO et tenant compte du caractère de la prestation, aucun délai de garantie n'est prévu au titre du présent marché.

ARTICLE 21 : PENALITES

A défaut par le Titulaire d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues à l'article 42 du CCAG-EMO, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial du marché par jour de retard. La pénalité est plafonnée à **dix pour Cent (10 %)** du montant du marché ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par l'article 52 du CCAG-EMO.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entreprise sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 22 : CONFIDENTIALITE

- Documents et information concernant le présent projet

Le prestataire, sauf accord préalable donné par écrit par l'ONDA, ne communiquera concernant ce projet, ni aucune de ses clauses, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Office ou en son nom, à aucune personne autre qu'une personne employée par le prestataire à l'exécution du marché.

Les informations transmises à une telle personne le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Le prestataire s'engagera à ne jamais se servir ni à jamais faire état de ces informations vis-à-vis de tout tiers et pour quelque raison que ce soit.

Tout document autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'ONDA et tous ses exemplaires seront retourné à l'Office après exécution des obligations contractuelles.

- Obligation de secret professionnel lors de la phase de réalisation

Le prestataire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par l'ONDA. Il est assujéti, pour tout ce qui concerne son activité découlant du présent marché, au secret professionnel.

En cas de violation des obligations contractuelles, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, l'ONDA peut résilier le marché.

- Communication autour du projet

Toute communication publique autour de ce projet doit être précédée obligatoirement d'une autorisation écrite de l'ONDA.

ARTICLE 23 :CAUTIONNEMENT DEFINITIF & RETENUE DE GARANTIE

a) **Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché conformément aux dispositions de l'article 12 du C.C.A.G. EMO

b) **Retenue de garantie** : Par dérogation à l'article 40 du CCAG EMO, aucune retenue de garantie ne sera exigée.

Le cautionnement définitif sera libéré sur présentation du Procès-verbal d'achèvement de l'ensemble des prestations objet du présent marché.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 24 :CONSISTANCE DU MARCHÉ

1. Objectifs :

Le présent marché a pour objectif :

a. d'effectuer les missions d'audit des :

- SMQ des aéroports Mohammed V, Essaouira, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC ;
- SME des Aéroports Rabat et Mohammed V.
- SMSST de l'aéroport de Fès ;

L'adjudicataire doit réaliser l'audit selon les normes ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18001 :

- Un audit de certification ou de renouvellement de la certification.
- Deux audits de suivi pendant la période de validité des certificats.

- b. de réaliser une formation métier certifiante à l'échelle internationale au profit des bénéficiaires qui seront désignés par la Direction Qualité, pour une qualification d'auditeurs IRCA (International Register of Certificated Auditors) ou équivalent selon la norme ISO 9001 : 2015.
- c. de réaliser une formation sur les exigences de la norme OHSAS18001 : 2007 ou ISO 45001 le cas échéant, au profit des bénéficiaires qui seront désignés par la Direction Qualité.

2. Effectif actuel donné à titre indicatif

Site	Effectif
Aéroport Mohammed V	530
Aéroport Fès	120
Aéroport Rabat	130
Aéroport Al Hoceima,	41
Aéroport Essaouira	38
Aéroport Laayoune	44
Aéroport Dakhla	11
AIAC	54

ARTICLE 25 : ATTENTES DE L'ONDA EN TERMES DE REALISATION DES AUDITS

1. Planification des audits

Le prestataire doit réaliser l'audit de certification/ renouvellement/ suivi en coordination avec l'ONDA. Le prestataire doit mobiliser un nombre d'auditeurs suffisants pour réaliser les audits pendant cette période.

Le planning prévisionnel annuel de réalisation des audits sera défini avec le titulaire après l'adjudication du marché.

2. Plan d'audit

Pour chaque audit, le titulaire doit remettre à l'ONDA un plan d'audit avant la date de démarrage de l'audit.

Ce plan doit comporter pour chaque processus, les référentiels et exigences normatives objets de l'audit qui doivent être spécifiés et la charge horaire allouée à chaque étape de l'audit.

Il doit également mentionner les noms des auditeurs chargés de la réalisation de l'audit.

3. Equipe d'audit

L'équipe d'audit doit correspondre aux moyens humains proposés par le titulaire du marché dans son offre technique et doit être conformes aux exigences demandées.

Quand un auditeur doit être remplacé ou adjoint, le nouvel auditeur doit répondre aux exigences précisées dans l'article 10 des dispositions particulières du présent document. Ce changement doit être opéré après accord de l'ONDA.

4. Restitution des résultats de l'audit :

La réunion de clôture doit avoir lieu juste après la fin de l'audit et doit faire l'objet d'une présentation des résultats de l'audit.

En cas de non-conformité, l'auditeur responsable de l'audit doit préciser les démarches à suivre pour traiter le dossier de la non-conformité.

5. Remise du rapport d'audit :

Le prestataire doit remettre le rapport d'audit dans un délai ne dépassant pas 20 jours ouvrables après la fin de l'audit.

6. Remise du certificat :

Dans le cas d'audit de certification ou de renouvellement, le prestataire doit communiquer à l'ONDA le certificat ISO 9001 ou ISO 14001 ou OHSAS 18001 dans un délai ne dépassant pas **15 semaines** après la réalisation de l'audit dans le cas où aucune non-conformité n'est relevée.

Dans le cas où des non-conformités sont relevées, Les fiches de non-conformité complétées par l'ONDA sont retournées à l'auditeur responsable de l'audit pour vérification.

Le prestataire doit remettre à l'ONDA le certificat ISO 9001 ou ISO 14001 ou OHSAS 18001 dans un délai ne dépassant pas **15 semaines** après acceptation des actions correctives.

7. Phases d'exécution des audits :

Les audits se basent sur la réalisation d'entretiens, d'observations de l'activité et de revues de la documentation et des enregistrements.

▪ Phase 1 : Audit de renouvellement ou de certification

Cette phase consiste à passer en revue un ensemble d'activités/processus qui font partie du périmètre certifié ou à certifier et ce selon le plan d'audit remis préalablement à l'ONDA. Elle comprend également, en plus de la remise des résultats de l'audit dans la réunion de clôture, la remise du rapport de l'audit.

▪ Phase 2 : Remise du certificat

A l'issue de cette phase, le prestataire doit remettre à l'ONDA, le certificat ISO 9001 ou ISO 14001 ou OHSAS 18001.

▪ Phase 3 : 1^{er} Audit de suivi

Dans cette phase, le prestataire doit communiquer à l'ONDA :

- Les résultats de l'audit dans la réunion de clôture ;
- Le rapport d'audit dans un délai ne dépassant pas 20 jours ouvrables après la fin de l'audit ;

▪ Phase 4 : 2^{ème} Audit de suivi

Dans cette phase, le prestataire doit communiquer à l'ONDA :

- Les résultats de l'audit dans la réunion de clôture.
- Le rapport d'audit dans un délai ne dépassant pas 20 jours ouvrables après la fin de l'audit.

8. Formation :

- réaliser une formation métier certifiante à l'échelle internationale au profit de **seize (16) bénéficiaires** qui seront désignés par la Direction Qualité, pour une qualification d'auditeurs IRCA (International Register of Certificated Auditors) ou équivalent selon la norme ISO 9001 : 2015.
- réaliser une formation sur les exigences de la norme OHSAS 18001 : 2007 ou ISO 45001 le cas échéant, au profit des bénéficiaires qui seront désignés par la Direction Qualité.

ARTICLE 26 : DELAI D'EXECUTION

Le présent marché est valable pour une durée globale de trois années à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations.

Il peut être dénoncé par l'une des parties sous préavis de deux mois par lettre recommandée avant l'expiration de l'année en cours.

En cas de résiliation, le prestataire ne peut prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 27 : DELAI D'INTERVENTION

Le délai d'intervention du présent marché correspond au nombre de jours/hommes des audits à réaliser.

Les durées d'intervention (Jours/Hommes) que le titulaire est tenu de réaliser sont au minimum comme suit :

Entité	Référentiels	Phase / mission	Durée
Fès	OHSAS 18001	Phase 1 (renouvellement)	4 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	2 jours hommes
		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	2 jours hommes
Mohammed V	ISO 14001	Phase 1 (renouvellement)	3 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	2 jours hommes
		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	2 jours hommes
Rabat	ISO 14001	Phase 1 (renouvellement)	3 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	2 jours hommes
		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	2 jours hommes
Mohammed V	ISO 9001	Phase 1 (renouvellement)	3 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	2 jours hommes
		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	2 jours hommes
AIAC	ISO 9001	Phase 1 (renouvellement)	3 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	2 jours hommes
		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	2 jours hommes

Entité	Référentiels	Phase / mission	Durée
Dakhla	ISO 9001	Phase 1 (renouvellement)	3 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	1,5 jours hommes

		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	1,5 jours hommes
Essaouira	ISO 9001	Phase 1 (renouvellement)	3 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	1,5 jours hommes
		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	1,5 jours hommes
Al Hoceima	ISO 9001	Phase 1 (renouvellement)	3 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	1,5 jours hommes
		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	1,5 jours hommes
Laayoune	ISO 9001	Phase 1 (renouvellement)	3 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	1,5 jours hommes
		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	1,5 jours hommes
Mohammed V	OHSAS 18001	Phase 1 (certification)	4 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	2 jours hommes
		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	2 jours hommes
Nador	ISO 14001	Phase 1 (certification)	3 jours hommes
		Phase 3 (1 ^{er} suivi)	2 jours hommes
		Phase 4 (2 ^{ème} suivi)	2 jours hommes
Siège	ISO 9001 version 2015	Formation IRCA ou équivalent de 16 bénéficiaires	5 jours hommes
Siège	OHSAS 18001 : 2007 ou ISO 45001 le cas échéant	Formation sur les exigences de la norme	4 jours hommes

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 007/18/AOO

Réalisation des missions d'audits en vue du renouvellement de la certification ISO 9001 des aéroports Essaouira, Mohammed V, Al Hoceima, Dakhla, Laayoune, et de l'AIAC en vue de la certification ISO 14001 de l'aéroport Nador et du renouvellement de la certification ISO 14001 des Aéroports Rabat et Mohammed V et en vue de la certification SST de l'aéroport Mohammed V et du renouvellement de la certification SST de l'aéroport de Fès

Direction concernée  Zahra Moutari Chef du Département Qualité  Saadia LOGA Directrice de la Qualité	Direction des Achats et de la Logistique  Le Directeur des Achats et de la Logistique Hassan SAADI
Direction Générale  Le Directeur Général Zouhair Mohammed 26 JAN 2018 	
Concurrent CPS lu et accepté sans réserve	